

Génocide des Tutsis au Rwanda : « La reconnaissance des responsabilités françaises était fondamentale »

William Gazeau

La Croix, 27 mai 2021

Stéphane Audoin-Rouzeau, historien spécialiste du génocide des Tutsis au Rwanda en 1994, salue un discours historique de la part du président français. Il espère que le regain d'intérêt suscité par l'événement va permettre d'approfondir le travail d'investigation sur cette question.

La Croix : Quelle est la portée d'un tel discours ?

Stéphane Audoin-Rouzeau : Il s'agit d'un discours historique. Les mots employés par Emmanuel Macron sont chargés d'émotions. Un discours d'une telle puissance dans la bouche d'un chef d'État français et sur cette question est tout à fait nouveau. La reconnaissance des responsabilités françaises était fondamentale. Je retiens aussi la première partie consacrée aux victimes et aux res-

capés. Revenir sur le génocide et ses mécaniques me semble très important.

En tant qu'historien, attendiez-vous cette reconnaissance avec impatience ?

S. A-R. : Cette reconnaissance est formidable. Je ne pensais pas voir cela de mon vivant. 27 années se sont écoulées depuis le génocide des Tutsis au Rwanda mais seulement deux mois séparent la remise du rapport Duclert de la reconnaissance des responsabilités françaises par le président Macron.

Je suis stupéfait par cette accélération. Prenons le cas du rôle du régime de Vichy dans le génocide juif. Plus de vingt ans ont passé entre les premiers discours de vérités des historiens et le discours de Jacques Chirac sur la rafle du Vél' d'Hiv en 1995. Dans le cas du génocide des Tutsis au

Rwanda, les choses sont allées relativement vite en comparaison.

Avez-vous repéré des manquements dans le discours d’Emmanuel Macron ?

S. A-R. : Le discours du président français n’est pas irréprochable. Il dédouane trop facilement le rôle de l’armée française. Surtout, il reconnaît les responsabilités de la France, mais cette formulation est inexacte. Les véritables responsables, ce sont les quelques personnes qui gravitaient autour du président Mitterrand au moment des faits. Pour reprendre les mots du rapport Duclert, ces personnes ont « *rendu possible un génocide prévisible* ». Or, ce groupe n’est pas désigné par Emmanuel Macron. Sûrement parce que les tenants du mitterrandisme sont toujours là.

Le chapitre du génocide se referme-t-il avec la reconnaissance des responsabilités françaises ?

S. A-R. : Bien sûr que non ! Il s’agit d’une étape importante mais qui ouvre un processus plus qu’elle n’en ferme un autre. On pourrait se dire qu’il est temps de tourner la page

mais ce n’est pas possible : les génocides ne connaissent pas le temps. Nous en parlerons encore dans les siècles à venir.

La connaissance du génocide des Tutsis reste extrêmement faible, excepté dans certains cercles restreints. La séquence historique que nous vivons va aider à habilitier ce génocide au même titre que d’autres plus connus. J’espère que cette fenêtre d’intérêt ne va pas se refermer trop vite.

Quelles zones d’ombre restent-ils à éclaircir ?

S. A-R. : Il nous manque encore beaucoup d’éléments sur le volet opérationnel militaire du dossier. Qu’ont fait exactement les militaires français présents au Rwanda à ce moment-là ? Les artilleurs français ont-ils « *seulement* » formé les milices Hutus ou ont-ils également utilisé eux-mêmes certaines armes ? Comment se sont-ils comportés avec les populations locales, en particulier les femmes ? De nombreuses questions doivent encore être posées et vous pouvez compter sur moi pour le faire.